

El Salvador

Notre premier ministre (M. Trudeau) a démontré par ses paroles et ses actes qu'il porte un grand intérêt au dialogue Nord-Sud. Je crois qu'il est sincère car il s'agit d'une des questions les plus importantes qui se posent actuellement à notre planète. Toutefois, j'aimerais indiquer au premier ministre que non seulement il importe de parler de la situation, mais qu'il importe également que nous trouvions créance. Il faut que nos propos soient authentiques, dignes de foi et sincères.

Le premier ministre s'est rendu à plusieurs reprises dans divers pays en voie de développement en prévision des conférences Nord-Sud de l'été prochain. Je ne crois pas que ces voyages, celui au Brésil par exemple, furent bien préparés. Si nous n'inspirons pas la confiance, cela pourrait poser un problème.

Maria Helena Moreira Alves, une travailleuse sociale brésilienne qui fait actuellement ses études aux États-Unis a été l'un des témoins à comparaître devant le groupe de travail du comité Nord-Sud. Elle nous a expliqué que, lorsque le premier ministre s'est rendu au Brésil, il n'avait pas vu les gens qu'il aurait dû voir. Il est vrai qu'il s'est entretenu avec des hauts fonctionnaires du gouvernement, mais pas avec des chefs de l'Église qui sont plus en contact avec la réalité. Il n'a pas vu de syndicalistes ni de représentants de la très importante Presse brésilienne, en ce sens qu'il ne leur a pas demandé comment ils envisageaient le véritable développement.

A plusieurs égards, le Brésil a les mêmes problèmes que le Salvador, mais sur une beaucoup plus grande échelle. Je sais par expérience personnelle que le sort de 30 à 40 millions de Brésiliens est pire qu'il n'y a 15 ans. Ce que l'on appelle le «miracle économique brésilien» n'a nullement aidé les pauvres. Ceux-ci n'ont même plus la ration minimale de riz et de fèves; il ne mangent plus du tout de viande et doivent se contenter de riz. Ils ne s'intéressent pas aux idées grandioses de croissance économique, mais seulement aux denrées qu'ils peuvent se procurer au marché à chaque semaine.

J'invite donc le premier ministre, dans ses tournées et dans toute son action, à être non seulement présent, mais crédible, et à ne plus se contenter de profiter d'une excursion de ski pour effectuer une rapide tournée en Afrique et au Brésil pour promouvoir le dialogue Nord-Sud. Ses efforts doivent paraître sincères dès le départ, s'il veut que ceux qui n'ont jamais été privilégiés comme lui puissent croire qu'il s'intéresse vraiment à eux.

Quant à savoir si nous devons nous sentir responsables de ce qui se passe au Salvador—et nous en avons parlé à la Chambre cette semaine—je dirais que oui du fait qu'il est notre voisin. Si nous ne sommes pas en mesure de faire face à nos responsabilités maintenant je suggère sérieusement de chercher un moyen d'y parvenir.

Le 4 décembre 1980 j'ai écrit une lettre personnelle au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) dans laquelle je lui ai dit ceci:

J'espère que vous allez trouver un moyen qui permettra au Canada de protester contre cette situation et d'exercer certaines pressions qui auront pour effet de faire respecter les droits des gens. Je sais d'après des échanges de correspondance et des conversations que j'ai eus avec vous que vous estimez que l'Amérique centrale ne fait pas vraiment partie de la zone d'influence canadienne. J'espère que cette position changera et que le Canada s'efforcera davantage d'adopter une politique qui manifestera notre appui aux forces démocratiques réprimées à l'heure actuelle dans ces pays. Des groupes de délégués de ces pays nous ont fait savoir que le Canada, à leur avis, pouvait jouer un rôle important dans leur lutte.

Je vous suggère d'aller visiter cette partie du monde en soulignant l'importance de nos rapports futurs avec les pays d'Amérique centrale. Je souhaiterais que la question de la violation des droits de la personne soit abordée de façon plus directe.

A mon avis, le Canada est arrivé à un stade de son histoire où il peut se mettre à établir de nouveaux liens avec ses voisins. Nous pouvons maintenant décider du genre de lien que nous allons établir, voir si nous continuerons à rester dans le sillage des superpuissances qui modèlent l'avenir de ces pays ou bien si nous voulons réellement aider ces pays voisins et entretenir des relations amicales avec eux, non pas qu'il faille interpréter un tel geste comme un stratagème pour présider aux destinées de ces pays mais plutôt comme une manifestation de notre volonté de les voir s'épanouir selon leurs propres désirs.

Des voix: Bravo!

M. Ogle: J'en aurais encore long à dire, mais je dois terminer. Il y a deux ans en février, j'assistais à Pueblo, au Mexique, à la conférence des évêques d'Amérique latine à qui le Saint Père Jean-Paul II était allé s'adresser pour la première fois. Je me trouvais avec un groupe de journalistes à côté de l'archevêque Oscar Romero quand il a donné une courte conférence de presse avant de retourner au Salvador enterrer un de ses prêtres qui avait été tué la veille dans une embuscade par les troupes du gouvernement. Je me souviens que comme moi beaucoup de ceux qui étaient présents étaient extrêmement émus parce que nous savions que nous ne le reverrions plus jamais. Il allait défendre courageusement ses compatriotes. Dans l'année qui a suivi, il apprit à vivre malgré la tension. Une semaine avant d'être abattu d'une balle de revolver à longue portée pendant qu'il célébrait la messe, il a dit: «Ils me tueront peut-être, mais ils ne feront jamais taire les revendications du peuple qui réclame la justice.»

C'est la pensée et le conseil que je voudrais laisser en terminant à mon ami le secrétaire d'État aux Affaires extérieures: Ayons, nous Canadiens, le courage de nos convictions. Je sais que les Canadiens approuveront. Ayons le courage de nos convictions, car on ne parviendra pas à faire taire un peuple qui réclame justice.

Des voix: Bravo!

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur l'Orateur, je voudrais prendre brièvement la parole ce soir pour dire combien je suis fier des discours qu'ont prononcés des députés de mon parti, notamment le représentant d'Oshawa (M. Broadbent), la représentante de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett) et le représentant de Saskatoon-Est (M. Ogle).

● (2100)

J'ai aussi été ravi d'entendre certaines des opinions exprimées par des députés conservateurs qui ont pris la parole aujourd'hui, en particulier le député de Waterloo (M. McLean) et la représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald). Je suis heureux de m'associer à leurs remarques parce qu'ils ont exprimé un sentiment de fierté que je partage avec eux au sujet du Canada et des Canadiens. Ce sentiment m'est inspiré par l'attitude que notre pays, au cours de sa brève histoire, a adopté envers les droits d'autrui. Le Canada n'a cessé par ses nombreux actes de générosité de défendre les droits d'autrui. En effet, dans le passé, les ministériels, comme les députés d'opposition, ont adopté des positions qui ont rempli de fierté leurs concitoyens.